

pour la table  
pour la cuisine  
pour la pâtisserie

remplace  
le TIP BEURRE.

C'est un produit français,  
fabriqué sous le contrôle  
de l'Etat français.

# Journal de Louvain

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et limitrophe.....	3 mois, 22.00	6 mois, 40.00	1 an, 75.00
Autres départements.....	3 mois, 24.00	6 mois, 42.00	1 an, 80.00
Belgique.....	3 mois, 25.00	6 mois, 43.00	1 an, 82.00
Union Postale: Tarif Ann.....	3 mois, 26.00	6 mois, 44.00	1 an, 84.00
Union Postale: Tarif B.....	3 mois, 27.00	6 mois, 45.00	1 an, 85.00

REDACTION.....

ANNONCES.....

BOULAIK.....	62 à 71, Grande-Rue, Tél. 227.22, 227.23, 227.24.
TOURCOING.....	36, rue Courtois, Tél. 87.
LILLE.....	5, rue Faidherbe, Tél. 228.81.
PARIS.....	13, boulevard des Halles, Tél. 21.36.19 et 21.78.
MOUScron.....	105, rue de la Station, Tél. 2.64.

Les beaux matras  
vendus toujours les

**Produits  
de Marque**

— annoncés dans le  
« Journal de Louvain »

— Ils en ont toujours  
suffisamment pour répondre  
aux besoins de la clientèle

CHRYSLER  
POST-OL  
ST LILLE

## La fête du Travail

L'idée de célébrer par un jour de fête publique la grande loi du travail est d'une inspiration élevée et qui trouve son origine dans le précepte divin : « Tu gagneras ton pain. »

Tous, tant que nous sommes, et d'une façon ou d'une autre, nous devons gagner notre pain. Les uns, et c'est le plus grand nombre, le gagnent avec les mains, par la sueur et la fatigue physique ; les autres dont la fonction n'est pas moins essentielle à la vie normale du monde, le gagnent en exigeant de leur cerveau l'effort qui crée, qui dirige et qui use aussi le corps.

Les hommes qui se servent de leurs bras, comme les hommes qui se servent de leur pensée méritent, au même titre, d'être appelés des travailleurs. Il a fallu que l'idéologie politicienne qui dénature si facilement le sens des mots, dans le but de flagorner avec aisance l'une des deux catégories ait accaparé ce vocable à son profit, pour qu'un titre d'honneur soit devenu presque un cri de guerre.

Que tous les travailleurs aient leur fête, cela nous semble très naturel. Et ce n'est pas parce que les socialistes et les communistes ont transformé depuis toujours le 1<sup>er</sup> mai en une journée de propagande révolutionnaire que les autres citoyens n'auraient pas le droit de réagir contre cette fautive interprétation d'une institution populaire en prenant part unanimement et joyeusement à la fête du Travail.

Les Syndicats libres célébreront aujourd'hui la Fête chrétienne du Travail. Qui pourrait les blâmer de donner l'exemple d'une compréhension aussi exacte des besoins et des nécessités de notre temps ? Il ne s'agit pas, bien entendu, de marcher à la suite des manifestants extrémistes et de faire de l'agitation politique, mais il s'agit au contraire, de donner à cette journée de printemps sa véritable signification : une journée d'exaltation du travail, et de paix sociale dans la méditation de la parole du Christ : Aimez-vous les uns les autres.

Louis DARTOIS.

## Les matches d'acrobaties aériennes de Vincennes



De nombreux spectateurs ont suivi avec passion les différentes épreuves d'acrobaties aériennes qui se sont disputées dimanche à Vincennes.

VOICI UN EXERCICE AU TRAFIC DE ROMANESCHI, RECORDMAN DE LA DESCENTE

## On s'attend à ce que le premier mai soit calme à Paris

Paris, 30 avril. — On estime d'une façon générale que la journée du 1<sup>er</sup> mai se déroulera relativement dans le calme dans la capitale. Les services publics, chemins de fer, P.T.T., eau, gaz, électricité, métro, S.T.C.R.P. fonctionneront comme à l'habitude. Seuls les taxis, comme les années précédentes semblent devoir faire défaut.

Les confédérés tiendront des meetings. Les communistes organisent une manifestation.

**Le service d'ordre**

De nombreuses troupes sont arrivées dans la région parisienne en vue de renforcer les unités casernées dans la capitale.

Le général Prételat, commandant la région de Paris, a passé en revue lundi après-midi, les divers régiments placés sous ses ordres à cette occasion.

A 15 h. 30, sur l'esplanade des Invalides, a eu lieu une première revue des unités placées sous le commandement du général Expert-Besançon, commandant la 3<sup>e</sup> division d'infanterie coloniale, et comportant notamment un bataillon du 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale, qui a défilé, ainsi que le 5<sup>e</sup> régiment d'infanterie.

A 16 h. 30, une seconde revue a été également passée par le général Prételat.

## Le cours d'un professeur allemand est suspendu à Lyon

Lyon, 30 avril. — A la suite de l'émotion soulevée par l'intrusion dans une discussion politique du professeur allemand Gumbel, qui jouit de l'hospitalité lyonnaise, le Comité de direction de l'Institut de sciences financières et d'assurances, présidé par M. Weber, représentant des sociétés, entreprises et institutions qui composent la fondation Cournot, a tenu hier, une réunion.

Le Comité a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre, le cours de M. Gumbel. On se rappelle l'incartade de ce professeur allemand, chassé d'Allemagne, qui donna des conseils impudents à un Congrès régional de la Ligue des Droits de l'Homme.

## L'ELECTION DE MANTES

### Les partisans du candidat du "front commun" battu

### M. Bergery, ont provoqué de violents incidents

### UNE VINGTAINE DE GENDARMES ET PLUSIEURS MANIFESTANTS ONT ÉTÉ BLESSÉS

Paris, 30 avril. — A la suite de la défaite de M. Bergery, battu par M. Roger Sarret, candidat d'Union nationale, lequel a été élu par 5.785 voix contre 5.489 au candidat du « Front commun » et 134 au communiste Laroche, des bagarres assez graves se sont produites dans la nuit de dimanche à lundi, à Mantes.

Il était 20 heures, on entendit tout à coup des cris et l'Internationale.

Près d'un millier de manifestants, que M. Bergery venait de haranguer, apparurent dans la rue Nationale.

Au milieu d'eux, le candidat battu, était joué sur des épaulés.

On put croire un instant que le cortège et ceux qui entouraient M. Sarret et M. Franklin-Bouillon, qui à ce moment sortaient de l'hôtel, allaient se rencontrer. Mais déjà le service d'ordre était intervenu.

Tandis que, dans un coin de la place, les amis de M. Sarret entonnaient la Marseillaise, les gendarmes, puis les gardes mobiles venaient refouler rapidement les manifestants.

Il semblait à cet instant, que le service d'ordre allait être rapidement maître de la situation.

**Battus... et pas contents**

Mais les manifestants, environ 700 à 800, qui s'étaient réfugiés dans les rues

## BILLET PARISIEN

### L'élection de Mantes

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 30 AVRIL (MINUIT).

La défaite de M. Bergery à Mantes provoque des commentaires aussi véhéments que contradictoires. Les partisans de l'Union nationale crient victoire parce qu'ils ont mis à mal le chef du « Front commun » ; leurs adversaires font remarquer que le résultat n'est acquis qu'à une différence de 300 voix et que M. Sarret, ayant profité du concours de l'administration et de l'appui d'une fraction notable du Parti radical, l'échec de M. Bergery est honorable et ne signifie pas la rupture définitive d'équilibre entre les deux grandes forces en présence.

L'une et l'autre thèse contiennent une part certaine de vérité. Il est clair que M. Bergery avait été élu, son élection eût été interprétée comme un désaveu de l'Union nationale par le suffrage universel et aurait singulièrement aggravé les difficultés du Gouvernement. Il n'est pas moins sûr que, battus, les amis de l'ancien député ne sont pas découragés et vont poursuivre leur campagne avec plus d'ardeur que jamais. M. Léon Blum, en manière de défi, réclame la dissolution.

Pourtant, l'élection de Mantes a une conséquence qui n'est guère discutée. Elle diminue le risque d'un retraitement de l'Union nationale pour revenir à l'alliance avec l'extrême-gauche. Ceux qui défendent cette tactique au Congrès de Clermont-Ferrand soutenaient la candidature de M. Bergery ; s'ils l'avaient fait triompher devant les électeurs, leur autorité eût été notablement accrue devant les congressistes. Leur succès d'hier préage celui de demain. L'affirmation catégorique de M. Edouard Herriot exprimant sa volonté de rester aux côtés de M. Doumergue pour mener jusqu'au bout l'œuvre de redressement national est connue en même temps que le résultat de Mantes. Ce n'est sans doute pas une simple coïncidence.

On peut donc voir à juste titre dans l'élection d'hier la consolidation du Gouvernement et la Bourse l'a bien compris en saluant l'événement par une nouvelle explosion de hausse sur les rentes. Ainsi, dans le domaine politique et dans le domaine financier, tout concourt à fortifier l'Union nationale. Les résultats obtenus dans cette double voie vont donc permettre d'entreprendre enfin le redressement économique et, si celui-ci est à son tour heureusement accompli, c'est alors qu'on pourra parler de succès décisif.

INTERIM.

## MONTAIGNE A SA STATUE EN FACE DE LA SORBONNE

Paris, 30 avril. — On a inauguré ce matin, en face de la Sorbonne, la



LA STATUE DE MONTAIGNE

statue de Montaigne offerte à la ville de Paris par M. le docteur Armainvillat, membre de l'Académie de médecine, en présence de nombreuses personnalités.

## Un coup de grisou cause la mort de cinq ouvriers dans une mine anglaise

### VINGT BLESSÉS CENT-VINGT DISPARUS

Londres, 30 avril. — Une explosion de grisou a causé la mort de cinq ouvriers, vingt blessés et cent-vingt disparus dans une mine anglaise.

Cette explosion a été causée par un coup de grisou, elle serait plus grave qu'on ne l'avait tout d'abord supposé. Sur 210 hommes travaillant dans la mine, on compte actuellement une vingtaine de blessés, 90 mineurs ont été ramassés à la surface, mais on ignore le sort du reste des ouvriers qui se trouveraient encore dans le puits. Une équipe de secours est descendue dans la mine.

On annonce que cinq mineurs au moins ont péri au cours de l'explosion.

## LES « CROIX DE FEU » DE FRANCE EN BELGIQUE



Une délégation des « Croix de Feu » de France venus en Belgique pour déposer des fleurs sur le cercueil de Roi Albert, s'est également rendue sur la tombe du Soldat inconnu français à Bruxelles.

VOICI LE DRAPEAU DES « CROIX DE FEU » A LA TOMBE DU SOLDAT INCONNU FRANÇAIS (Photo Keystone.)

## LE RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE

### Les dépenses extraordinaires ont triplé

### CELLES DE LA REICHSWEHR ONT AUGMENTÉ DE 33 %

Genève, 30 avril. — Le « Journal des Nations » publie sur « les chiffres du réarmement allemand » les précisions suivantes :

« Le baron von Neurath a affirmé que l'augmentation du budget allemand est due aux préparatifs pour la transformation de la Reichswehr en armée de milice, conformément au plan Macdonald. Cette affirmation est contredite par les chiffres, car l'augmentation principale porte sur la marine et l'aéronautique, qui n'ont rien à voir avec le plan Macdonald.

» Ensuite, les chiffres de la Reichswehr ne s'y appliquent pas non plus. Ainsi, le poste « Ministère de la Reichswehr » qui passe de un million de marks à 2.339.000 marks, prouve simplement la place devant des tâches nouvelles. Et c'est pour la même raison que les dépenses de la direction de l'armée passent à 9.280.000 marks, en augmentation de 1.400.000 marks et que la solde de la Reichswehr (non de l'armée de milice) passe de 201.376.000 marks à 246 millions 370.000 marks. Comme les bases de la Reichswehr restent les mêmes, il s'agit donc d'une augmentation des effectifs de la Reichswehr et la même observation s'applique aux frais de nourriture qui, de 18 passent à 24 millions de marks, des frais de logement, qui passent de 25 à 35 millions de marks, de l'aide sanitaire qui passe de 3.800.000 marks à 5 millions de marks, des frais pour armes, munitions et matériels qui passent de 64 à 88 millions, des frais de sapeurs et de liaison qui passent de 36 à 47 millions.

» En un mot, toutes les dépenses pour la Reichswehr ont augmenté de 33 % environ.

Il y a pourtant un chiffre encore plus révélateur : les dépenses extraordinaires (Ermittelte Ausgaben) passent de 27 à 80 millions de marks. Que veulent dire ces dépenses extraordinaires ? Le budget est muet, mais on trouve l'explication dans un autre document officiel (Planmäßiger Ueberblick 1933 Herausgegeben vom Reichsfinanzministerium). Là, nous lisons que les dépenses extraordinaires pour l'armée signifient : complément et renouvellement des stocks d'armes, munitions et ustensiles, amélioration du logement, etc.

## A la Commission d'enquête sur les événements du 6 février, M. Doriot raconte son entrevue avec M. Bonnefoy-Sibour

Paris, 30 avril. — La Commission d'enquête du 6 février a entendu M. Paul Faure, secrétaire général du Parti socialiste, qui a déclaré qu'après le 6, une émotion assez vive s'est manifestée dans le Parti socialiste, ainsi qu'un désir de riposte.

M. Doriot est introduit ensuite. Le témoin déclare avoir participé en personne aux événements des 6 et 12 février.

Le Parti communiste, dit M. Doriot, décida d'organiser une manifestation le 9. Le 8, un appel fut publié dans l'« Humanité ». La Préfecture de police chercha à entrer en pourparlers avec les organisateurs.

M. Doriot accepta de se rendre avec trois délégués du Parti communiste et de la C.G.T.U. au cabinet du préfet, qui décida qu'il ne lui était pas possible de tolérer le rassemblement de la place de la République.

M. Bonnefoy-Sibour ajouta qu'il était un préfet républicain, qu'il comprenait les sentiments animant les délégués, que sans lui les organisations qui avaient manifesté le 6 février seraient maîtresses de Paris et le mouvement ouvrier jugulé, mais qu'il ne pourrait pas laisser les organisations communistes approcher de la place de la République.

Le témoin fournit de longues explications sur les manifestations qui se déroulèrent aux environs des gares de l'Est et du Nord. Il déclare que la police tira sur les manifestants désarmés.

Le témoin fournit l'état des pertes subies par les manifestants. « Les blessés », dit-il, ont été en immense majorité du côté ouvrier, où il y a eu quatre morts.

Le témoin dément que le parti communiste ait constitué des dépôts d'armes.

Comme le président interroge le témoin sur la participation du parti communiste au « Front commun », M. Jacques Doriot répond que cette organisation est sans grosse influence dans la région parisienne et qu'elle a manqué son but, puisque ni le parti communiste, ni le parti socialiste n'ont permis à leurs membres d'y adhérer.

M. Charles Meyer, directeur de la police judiciaire, fournit des explications sur les mesures prises par le service d'ordre, lors de la manifestation du 9. Il rappelle qu'un poste de police a été assiégré par les manifestants, que ces derniers tentèrent d'incendier l'église Saint-Joseph et que, près de la gare du Nord, des automobilistes avaient été rançonnés. Il signale que, dans le Faubourg du Temple, on a tiré des fenêtres. L'ordre a été gravement troublé.

Il y a eu dans la journée du 9, cent trente-six blessés dont trois par balles, et douze cents arrestations.

Le témoin affirme que les gardiens n'ont fait que riposter aux coups de feu qu'ils ont essayés.

M. Castel de Courval, directeur adjoint de la police municipale, expose ensuite comment il s'occupa du service d'ordre du 6 février.

Un peu après la première affaire de la Concorde, le cabinet du préfet lui demanda de requérir des troupes. Le témoin fit alors demander des instructions au préfet, duquel il reçut une réponse affirmative.

## M. Barthou rend compte au Président de la République de son voyage en Pologne

Paris, 30 avril. — Le Président de la République a reçu cette après-midi, le ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de son récent voyage en Pologne et en Tchécoslovaquie. M. Barthou a rendu compte de ses conversations avec les hommes d'Etat des deux pays. Il a notamment apporté le message dont l'avaient chargé le président de la République polonaise et le président de la République tchécoslovaque en réponse à celui qu'il leur avait porté de la part du chef de l'Etat français. M. Albert Lebrun a chaudement félicité M. Barthou des conditions dans lesquelles s'est accompli son voyage qui ne peut manquer de comporter dans l'avenir de très heureux résultats.

## Un jeune Belge entreprend seul, et à pied, un pèlerinage à Rome



M. ANTOINE VERLINDE photographié auprès de la tente qui l'abritera pendant sa longue randonnée

De tous temps, l'esprit d'aventure a séduit la jeunesse qui ne rêve que de voyages vers des pays inconnus. C'est un esprit qui préside, croyons-nous, à cet esprit qui préside à ce jeune pèlerin d'aujourd'hui qui va entreprendre de se rendre à pied à Rome. M. Antoine Verlinde, de

## LA MODE



TROIS TOILETTES VUES AUX COURSES DE LONGCHAMPS

## LA STATUE D'ALBERT I<sup>er</sup>

M. le Président de la République, président d'honneur du Comité national constitué en vue d'élever une statue au Roi des Belges, vient d'envoyer à M. le maréchal Lyauté, président du Comité de patronage, une somme de 2.000 fr.